

Communistes

www.PCF.fr

Dura lex, sed lex

(p. 3)

Exposition Alban Liehti

(p. 4)

Probablement

A lors que Marine Le Pen, huit anciens eurodéputés et d'autres cadres du RN viennent d'être condamnés par le tribunal de Paris, on apprend par ailleurs que le maire d'extrême droite de Fréjus, David Rachline, est dans le collimateur de la justice (et de l'association Anticor). Rachline, c'est un chef à plume au RN. Vice-président du parti, membre de la commission d'investiture, il est de surcroît un grand ami personnel de Bardella. La communication du RN l'a longtemps présenté comme le maire modèle. Mais quand vous tapez son nom sur le Net, 0 il rime avec perquisition, soupçon, convocation, pacte de corruption. À un an des municipales, voilà qui l'affiche mal. Le député (RN) Sébastien Chenu assure que « Rachline est probablement innocent. » Probablement. Le concept est assez flou et il ne doit pas peser lourd dans le cabinet d'un juge. ☺

Gérard Streiff

Vidéo

Meeting Paix avec
Fabien Roussel
à
Vénissieux
le 8 avril
18 h 30

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € *« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »*

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

MEETING PAIX

Fabien ROUSSEL | VÉNISSIEUX

Live in 6 days
April 8 at 6:30 PM

GAZA sauve qui peut l'enfance

19 janvier 2025



18 mars 2025



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

4 & 5 avril : Fête du livre du PCF autour du thème de la laïcité : vendredi à 18 h, projection du film *Laïcité, une histoire française sous la République et l'empire colonial* ; samedi à partir de 14h30, table ronde avec Henriette Zoughebi et Stéphane Bonnery. Pendant les deux jours, exposition *Laïcité et droits des femmes* et vente de livres neufs et d'occasion. Maison de quartier Jacques-Brel, Belfort (90)

8 avril : Meeting de Fabien Roussel Pour la paix. Vénissieux (69)

11 avril, à partir de 18h30 : Peter Mertens, secrétaire général du Parti du travail de Belgique, est l'invité du PCF 31 pour une soirée exceptionnelle autour de son livre *Mutinerie : comment le monde bascule* (Agone, 2024). Il dialoguera avec des représentants de luttes, des responsables associatifs et politiques. Au programme, spécificités et convergence des luttes, dans et entre le Nord et le Sud. La rencontre sera suivie d'un pot fraternel. Forum de la Librairie de la Renaissance, Toulouse (31)

19 avril, à partir de 10 h : La section du Pays d'Olmes-Mirepoix organise une journée sur la réindustrialisation du territoire et de l'Ariège avec la participation d'Amar Bellal, responsable national de la commission Écologie du PCF. À 10 h, visite du musée du textile de Lavelanet ; à partir de 12 h apéro-dînatore avec exposition et témoignages des luttes pour sauvegarder le textile sur le territoire ; à 14 h, débat sur la réindustrialisation en Ariège (mine de tungstène, charte de la forêt, traitement des déchets, etc.). Lavelanet (09)

22 avril, à partir de 18 h : Inauguration d'un square Manouchian dans le cadre d'une cérémonie organisée de manière conjointe par la fédération d'Eure-et-Loir et la mairie de Chartres, en présence de Guillaume Roubaud-Quashie sur le chemin de mémoire. Place de la République, Chartres (28)

26 avril : Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

26 avril, à partir de 12h30 : Banquet et loto des communistes du Bassin Cannois : 12h30 apéritif, 13 h repas (pissaladière, daube et polenta, glace et café). Participation 15 € (8 € pour les enfants), réservations au 06 45 56 68 71 ou au

06 12 10 58 87, 15h30 grand loto, nombreux lots. Salle Bel-Aube, Le Cannet (06)

23 mai, à partir de 10h30 : Dans le cadre de la campagne Services publics et industrie, la fédération de l'Orne accueille le député de la Seine-Maritime Édouard Bénard. Au programme : rencontre à l'école de production avec des jeunes en décrochage scolaire, rencontre avec la CGT SNOF, la CGT santé, puis à 18h45 réunion publique à Argentan, salle Maupassant.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

4 avril, à partir de 9h30 : Journée d'étude dans le cadre des Ateliers sur l'histoire du communisme et à l'occasion des 80 ans de la Libération : « Restauration ou refondation de la République : de la démocratie libérale à la démocratie sociale », sous le parrainage d'André Chassaing. ATTENTION : inscription obligatoire jusqu'au 27 mars :

inscription@gabrielperi.fr (merci de renseigner vos nom, prénom, date et lieu de naissance, pièce d'identité obligatoire). Salle Colbert, Palais Bourbon (75007)

Suivre en visioconférence :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_GWuRZtOwTeq3jGdICl64PQ#/registration

5 avril, à partir de 14h30 : Visite guidée de l'exposition Trésors de Banlieues, suite du programme de la 9^e édition des « Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers ». Sur inscription : simon.remi56@gmail.com. Usine Chanteraines, Gennevilliers (92)

28 avril, à partir de 19 h : 80^e anniversaire de la libération des camps : survivre et témoigner. Avec Guillaume Roubaud-Quashie (président de la Fondation Gabriel-Péri) ; Serge Wolikow (président pour la mémoire de la déportation) ; Roger Fajnzylberg (Les cahiers d'Alter, Éditions du Seuil, 2025) ; Dimitri Manassis (historien, éditeur de Macha Ravine Tout voir et ne rien oublier) ; Marie-Anne Matard-Bonucci (historienne, présidente de l'association Alarmer). Inscription : inscription@gabrielperi.fr

Suivre en visio : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_PuCt0iW7ThaMro9ju23EkW#/registration. Espace Niemeyer, Paris (75019)

Dura lex, sed lex

On connaît tous cet adage de Cicéron, *Dura lex, sed lex, La loi est dure, mais c'est la loi*. Ce latinisme s'applique bien à l'actualité. Marine Le Pen a été condamnée ce lundi à quatre ans de prison dont deux avec sursis (la partie ferme pouvant être aménagée sous bracelet électronique, elle n'ira sans doute pas en prison), à 100 000 euros d'amende et surtout à cinq ans d'inéligibilité avec une exécution provisoire c'est-à-dire immédiatement. Un certain nombre de cadres du RN ont également été sanctionnés. Cette décision fait suite à dix ans d'enquête, à deux mois de procès. On peut trouver la peine sévère mais justifiée. La présidente du tribunal Bénédicte de Perthuis a tenu à l'expliquer dans un rapport de 152 pages !

Ce qui a été jugé ici c'est un détournement de fonds publics : il s'élève à près de trois millions d'euros et le vol s'est déroulé sur une période de onze ans, de 2004 à 2016 : difficile d'y voir une fugace maladresse comptable. Au fil des ans les enveloppes attribuées chaque mois aux assistants grimpaient, grimpaient : de 17 000 euros à 21 000 en 2011, puis 24 000 en 2016. C'est Marine Le Pen qui était « au cœur du système » dit le tribunal, doublement coupable comme autrice et complice.

C'est elle donc qui a été le plus lourdement sanctionnée avec cependant un an de prison de moins que ce que réclamait le parquet et une amende trois fois moindre. Le système de défense utilisé par le RN (nous ? des voleurs ? des détournements ?

première nouvelle, on n'est absolument pas au courant !) a été fatal à ce parti car le tribunal était en droit de se dire que s'il jouait le mensonge et l'impunité, c'est qu'il allait recommencer demain si on ne l'en empêchait pas.

Et puis il y a la question de la peine d'inéligibilité immédiate. Cette peine est introduite depuis 1992 ; la privation des droits civiques peut être prononcée pour une durée de dix ans maximum à l'encontre d'une personne exerçant une fonction du gouvernement ou un mandat électif au moment des faits. En ces temps où l'on regrette à juste titre l'image déplorable des « politiques », cette sanction s'est imposée au nom de la transparence, de la probité, de l'intégrité.

Alors ici cette sanction s'applique à une éventuelle candidate à la présidentielle ? et alors ? Le tribunal a précisé qu'il « ne méconnaissait pas les conséquences » mais qu'il ne faisait pas de politique en la circonstance : son souci était de rappeler ce b.a.-ba de la démocratie, l'égalité devant la loi. Le Pen a été traitée ici comme n'importe quel justifiable. Bref voici un jugement qui montre qu'en ce cas précis la démocratie (et la séparation des pouvoirs) a plutôt bien fonctionné.

Pourtant ce jugement a suscité d'étranges commentaires. La droite qui aime la jouer « légaliste » s'est laissée aller. « Le droit contre le peuple », titre *Le Figaro*. Le Premier ministre ose se dire « troublé ». À gauche communistes, socialistes et écologistes

prennent acte du jugement alors que du côté insoumis, on a eu droit à ce commentaire saugrenu de Manuel Bompard : « LFI n'a jamais eu comme moyen d'action d'utiliser un tribunal pour se débarrasser du RN. » Propos pour le moins hors sujet puisqu'il était question ici de détournements de fonds publics, propos bizarres à moins de croire des échos de presse qui estiment que les insoumis auraient eux aussi un dossier en cours avec la justice sur un sujet analogue.

Côté extrême droite enfin, ça crie, ça piaille, ça râle, ça se plaint d'une justice sévère. C'est presque drôle quand on sait que ces gens n'ont cessé de se plaindre du laxisme judiciaire, de revendiquer la plus grande sévérité de la Justice pour le plus petit délinquant. En somme au RN la « lex » doit être « dura », même très « dura », mais pour les autres, pas pour eux. ❄️

Gérard Streiff

PROCHAINES RENCONTRES PROGRESSISTES

3 avril, à partir de 19 h : Des technologies qui pourraient changer la donne. Avec Sébastien Elka, responsable de la commission Révolution numérique du PCF, et Michel Donnedu, ingénieur, corédacteur du plan climat Empreinte2050. Présentiel + visio.

Info pratique : les conférences se déroulent en physique au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris et/ou en visio, selon indiqué pour chaque débat. Lien de la visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr> La participation physique aux conférences se fait sur inscription sur ecologie@pcf.fr

Une initiative des communistes audois Produire et protéger



Le samedi matin 29 mars, à Carcassonne, la fédération PCF de l'Aude organisait un débat public sur la défense et le développement des services publics, en lien avec les problèmes financiers des collectivités territoriales découlant du budget d'austérité imposé par le gouvernement.

Soixante personnes y ont participé, avec des représentants de la CGT, de la FSU, de LFI, du PS, notamment le secrétaire de la fédération PS de l'Aude et la présidente du Conseil départemental.

De nombreuses interventions ont permis de souligner la convergence des vues sur l'urgence de se mobiliser contre la politique d'austérité budgétaire qui va entraîner une grave récession économique.

À partir des propositions d'actions soumises au débat,

trois actions communes vont s'engager dans les prochains jours :

- Une carte-pétition adressée au Préfet et au Premier ministre permettant d'aller à la rencontre des Audois-es ;
- Une motion adressée à tous les maires du département pour qu'ils la fassent voter en conseil municipal ;
- Un rassemblement/manif en mai ou juin en direction de la Préfecture.

Une délégation s'est ensuite rendue devant la Préfecture pour une prise de parole expliquant les raisons du PCF de faire sienne la motion contre l'austérité budgétaire adoptée par le Conseil départemental le 20 mars, un point d'appui pour des perspectives de luttes prochaines. ✪

Bouches-du-Rhône AG des vétérans

L'assemblée générale de l'Amicale des Vétérans du PCF des Bouches-du-Rhône s'est tenue ce 29 mars en présence de Nicolas Marchand, président de l'Amicale des Vétérans et d'Alain Rouy du secteur international, autour d'un débat sur les questions internationales, les guerres et notre culture de paix. Belle réussite avec quelque 80 camarades réunis. ✪



SOUSCRIPTION (cliquez)

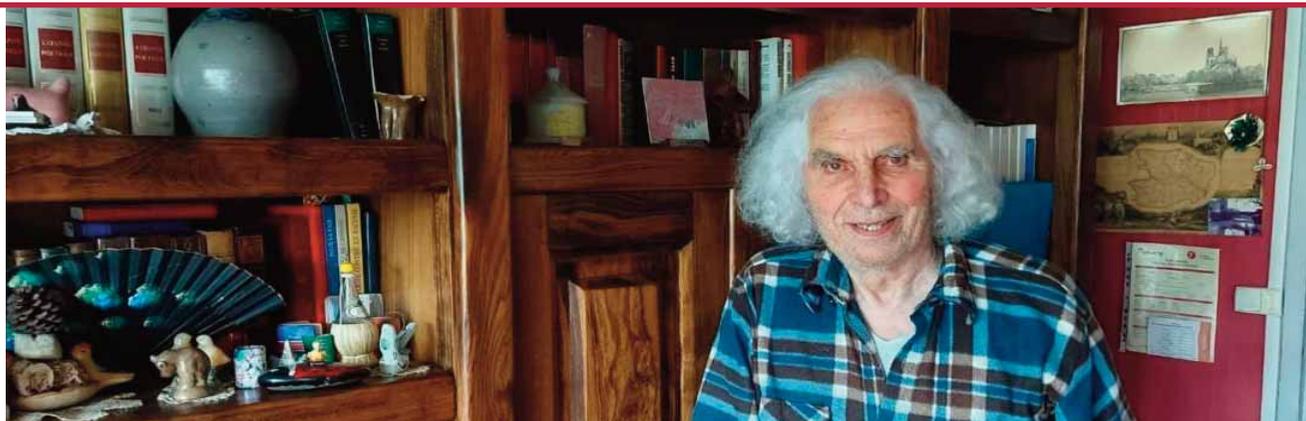
Je verse : €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Une expo Alban Liechti



Le 28 août 2024, Alban Liechti nous quittait à l'âge de 89 ans. En 1956, militant communiste de 21 ans, il fut le premier des « soldats du refus », ces soldats français appelés sous les drapeaux mais qui refusèrent de participer à la guerre d'Algérie. La décision n'était pas simple. Alban n'avait pas souhaité être le premier, mais s'il n'y en avait pas d'autres avant lui, il était disposé à assumer les conséquences de ce choix. C'est dans une lettre adressée au Président de la République de l'époque qu'il motive sa décision : « *Dans cette guerre, ce sont les Algériens qui défendent leurs femmes, leurs enfants, leur patrie, ce sont les Algériens qui combattent pour la paix et la justice. C'est pourquoi je ne peux prendre les armes contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance.* » Une décision qu'il paya d'abord de 2 ans d'emprisonnement dans des conditions particulièrement difficiles et qu'il renouvela en 1959, poussant à 4 ans son temps d'emprisonnement total durant la guerre. Il acceptera finalement d'être mobilisé lors de la dernière année du conflit, mais fidèle à son engagement il refusera jusqu'au bout que son fusil soit chargé.

L'ARAC et le Mouvement de la paix se sont associés,

avec la famille d'Alban et la Maison Paul Vaillant-Couturier, pour organiser une exposition retraçant les grandes lignes de cette « époque algérienne » d'Alban Liechti. Elle couvre également l'origine de son engagement politique ancré dans le mouvement anticolonial et anti-impérialiste des années 50, le mouvement de solidarité autour de sa cause (tout particulièrement le rôle du Secours populaire et des femmes de son entourage qui ont œuvré à soutenir son geste) et de la poursuite de son engagement communiste, anti-impérialiste et pacifiste jusqu'à son décès.

L'exposition participe du besoin de faire mieux connaître cette période à l'heure où un journaliste peut être mis en retrait par sa direction pour avoir rappelé toute la brutalité de la conquête coloniale de l'Algérie au XIX^e siècle et où la banalisation de l'extrême droite française nostalgique du colonialisme atteint un nouveau paroxysme.

Elle résonne particulièrement avec l'actualité, tant vis-à-vis de la remontée des tensions entre Paris et Alger, que du peuple palestinien sous le feu d'un conflit d'une violence extrême comparable aux guerres coloniales d'antan et alors que les discours bellicistes et les politiques militaristes et impéria-

listes font leur grand retour dans le monde occidental.

L'exemple d'Alban offre une autre perspective nous rappelant que la recherche de l'amitié entre les peuples est toujours possible sans naïveté aucune. Qu'il y a une alternative aux nationalismes guerriers et qu'elle ne repose pas sur la seule sensibilité ou le courage d'un individu, mais bien plus sur la force de l'engagement au sein d'un mouvement conscientisé, structuré et organisé, capable de faire face aux enjeux et aux épreuves de son temps et défier tout fatalisme.

L'exposition est actuellement visible à Vitry-sur-Seine dans le hall de l'Hôtel de Ville jusqu'au 18 avril prochain. Elle sera prochainement exposée à Bobigny lors du congrès du Mouvement des jeunes communistes de France, le week-end des 12 et 13 avril prochains. Et elle saura sûrement trouver un large public dans les années à venir ! ✪

Thomas Liechti

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

**« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

En aidant Cuba nous nous aidons nous-mêmes

Le 26 mars, le PCF de Haute-Garonne, le MJCF31, l'UEC 31 et les élus communistes de la région Occitanie ont organisé une journée de solidarité avec Cuba en présence de M. l'Ambassadeur de la République de Cuba, Otto Vaillant Frias. Une partie de la journée a été consacrée à des rencontres entre une délégation d'élus communistes accompagnant l'ambassadeur auprès du maire de Toulouse, du président du Conseil départemental, de la présidente de l'Université Jean-Jaurès et du directeur de l'École nationale supérieure de l'audiovisuel. L'organisation de ces rencontres, pour faire aboutir des projets de coopération, c'est aussi cela la solidarité. Deux débats en présence des associations de solidarité, France-Cuba, Cuba Si France et Cuba Coopération France et de la CGT 31, ont permis de mieux connaître l'actualité de la situation cubaine et de faire le point de l'action politique contre le blocus US.

De ces riches discussions il ressort que le blocus subit par le peuple cubain depuis 63 ans prend un tour moderne pour tous. Otto Vaillant Frias nous déclarait : « Voulez-vous savoir ce qu'est vivre dans un pays qui subit des droits de douane de 200 % imposés par les USA ? Demandez aux Cubains. Pour exporter son nickel Cuba doit passer par une quinzaine de sociétés écran pour contourner le blocus ; tout ce que vend Cuba perd de la valeur et tous les achats sont très renchérés. Les pannes de courant sont dues à l'impossibilité d'entretenir les centrales électriques et le réseau. La principale centrale électrique a été installée par Als-

tom, depuis rachetée par General Electric, qui refuse de fournir les pièces de rechange et les supports techniques. »

Ce que les États-Unis imposent à Cuba, ils menacent de l'imposer au Panama, au Groenland, au Canada, au Mexique, mais aussi à l'Europe. Nous devons résister et imposer un autre ordre économique mondial. Le poids du dollar dans les échanges économiques mondiaux doit baisser. Les USA ne doivent plus dominer le FMI et la Banque mondiale. Nous n'avons pas de planète de rechange, les USA doivent respecter les accords de Paris. Nous devons changer le monde.

À Cuba, l'éducation et la santé sont gratuites, le financement pour protéger toute la population est un effort énorme, c'est la responsabilité d'un État socialiste. La coopération et le commerce international doivent se faire entre États souverains, de droite ou de gauche mais souverains, sans impérialisme. C'est ce que construisent les BRICS, dont Cuba est devenu un membre invité. Le Sud global doit pouvoir coopérer et se développer sans dollar.

Quand nous avons vu comment Trump et son administration frappaient ses amis, nous nous sommes dit qu'il fallait nous préparer à une nouvelle offensive. Les lois du blocus, Torricelli et Helms-Burton, ont été renforcées par 243 nouvelles mesures. Cuba est de nouveau sur la liste US des pays soutenant le terrorisme. Trump est la représentation du capital US, c'est le rêve du capital US de posséder le canal de Panama, le Groenland et Cuba.



La journée s'est terminée par la présentation du travail de l'artiste Ernest Pignon-Ernest, lors de la biennale de La Havane, et un concert des Grandes Bouches à l'Hôtel de région, le Mojito de France-Cuba, ajoutant une touche finale à la fête.

Nous avons l'ambition de renouveler cette journée chaque année, car avec Trump nous sommes tous devenus un peu cubain. 🇨🇺



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1 AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Palestine

Déclaration du MJCF pour la journée de la Terre



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

La Journée internationale de la Terre du 30 mars marque le souvenir de la répression sanglante par Israël d'une grève de 1976, organisée par le peuple palestinien contre la confiscation de ses terres.

L'extrême droite se mobilise pour soutenir Israël et ses violences. Trump affiche un soutien assumé aux massacres à Gaza. Dans le même temps, le RN fanfaronne auprès du gouvernement israélien.

En cette journée du 30 mars, nous rappelons la nécessité d'autodétermination du peuple palestinien.

Le MJCF revendique le cessez-le-feu immédiat et la fin de la colonisation au regard du respect du droit international. Israël doit appliquer les mesures de la

Cour internationale.

Le MJCF apporte son soutien à la mobilisation du peuple israélien en cours contre le gouvernement Netanyahu, notamment à la jeunesse à l'image des Refusnik qui refusent d'effectuer le service militaire obligatoire, outil de la doctrine coloniale.

Le MJCF revendique la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés d'Israël. Le silence complice du gouvernement Macron doit cesser.

Enfin, les prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes doivent être libérés, dont Marwan Barghouti, voix progressiste de paix et d'unification de la Palestine, afin d'assurer la souveraineté politique. ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Où va la Syrie ?



Le 8 décembre 2024, les islamistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) entrent à Damas, renversant le régime de Bachar Al-Assad, que nous ne pouvons absolument pas regretter. Leur chef, Al-Joulani, ancien d'Al-Qaïda, bénéficie d'un soutien occidental et arabe, ainsi que d'une couverture médiatique favorable. Pourtant, la situation syrienne reste explosive dans la poudrière moyen-orientale.

Une économie et une société en ruine

La guerre (2011-2024) a divisé le pays et détruit son économie. Le PIB a été divisé par deux, les infrastructures agricoles et énergétiques sont en lambeaux. Les sanctions internationales ont aggravé la crise à tous les niveaux. 66 % des Syriens vivent dans l'extrême pauvreté, la couverture vaccinale est quasi inexistante et près de la moitié des enfants ne sont pas scolarisés. L'extrême brutalité du régime et sa politique après 2011, sa corruption endémique, la libéralisation du marché, qui explique la rapidité de sa chute, et l'absence de soutien populaire, ainsi que les sanctions internationales, ont aggravé la crise à tous les niveaux. Le nouveau régime opte pour le néolibéralisme : privatisations massives, licenciements dans la fonction publique. Sa participation au dernier Forum de Davos, grand-messe du libre-échange gage cette orientation. Objectif : obtenir la levée des



sanctions en achevant de démanteler l'appareil économique et social syrien.

Un pouvoir islamiste autoritaire

Le 13 mars 2025, une déclaration constitutionnelle instaure un régime présidentieliste. Président par intérim, Ahmad Al-Charaa, concentre tous les pou-

voirs. La transition de 18 mois (selon l'ONU) est étendue à cinq ans. La charia devient source principale de législation, ce qui constitue une menace pour les minorités et les droits des femmes. Ces mesures se placent dans la continuité de celles prises par ce même pouvoir islamiste dans la région d'Idlib. Le « gouvernement syrien du salut » a mis fin à des

programmes d'aide aux femmes dans les camps de réfugiés et a pris pour cible ses opposants et des journalistes. La nomination du gouvernement le 30 mars lui assure les pleins pouvoirs.

Minorités en danger

La minorité kurde syrienne apparaît comme l'une des plus menacées. L'accord signé le 10 mars entre Ahmad Al-Charaa et Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, semble fragile : la Turquie – alliée du régime – menace le Rojava et on peut douter de la volonté réelle du gouvernement islamiste syrien de tolérer les pratiques plutôt égalitaires de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) et la place importante des femmes dans les institutions. De plus, cette dernière est menacée et attaquée par l'Armée nationale syrienne, bras armé d'Erdogan en Syrie.

Les Alaouites et les Chrétiens subissent des exactions ; le massacre dans l'ouest du pays de nombreux civils non armés, de familles entières, femmes, enfants, personnes âgées, manifeste la haine sectaire des groupes islamistes.

Les Druzes sont partagés, certains ont prêté allégeance au nouveau régime tandis que d'autres voudraient d'abord obtenir des garanties quant à leur place dans le futur État syrien.

Une Syrie otage des puissances régionales

Le régime cherche une reconnaissance internationale : des responsables politiques d'États occidentaux et de l'Union européenne se sont rendus à Damas et rétablissent des liens. La France réouvre

son ambassade. Objectif : ancrer la Syrie dans le camp occidental pour en faire un relais de leurs intérêts dans la région.

Les pays du Golfe et notamment l'Arabie saoudite et le Qatar reprennent leur relation avec Damas afin de renforcer un « axe sunnite » dans la région, face au Hezbollah libanais et au régime iranien.

En dehors de ces jeux d'alliance, la réalité concrète de la Syrie est déjà marquée par d'autres États de la région qui cherchent à tirer profit de la confusion politique pour accroître leur présence : c'est le cas de la Turquie, mais aussi de l'État d'Israël qui dès le changement de régime a lancé plusieurs frappes sur des sites militaires syriens, et entend profiter du rapport de force favorable pour pérenniser et renforcer l'occupation illégale du plateau du Golan. Sous couvert de modération, HTS impose un régime autoritaire, aggravant les fractures et livrant la Syrie aux appétits étrangers.

La concentration du pouvoir par Ahmed Sharaa et ses affidés dans une Syrie fracturée, paralysée par des années de sanctions et de guerre civile, n'augure aucune perspective positive dans l'intérêt du peuple syrien et l'avenir du pays. Et loin de garantir une stabilité elle peut entraîner le pays dans le chaos, sa dislocation et par là même la réalisation du projet de division du pays voulue de longue date par les occupants américains, israéliens et turcs. Ce qui indubitablement impacterait l'ensemble des acteurs régionaux. 🔄

**Collectif Proche et Moyen-Orient
du secteur international du PCF**

La légende SKF* Lutte, emploi, industrie

SKF-Ivry, c'était une usine de pointe dans le roulement à billes, 600 salariés, un syndicat CGT très majoritaire, un entourage populaire et communiste fort.

1983 : les actionnaires suédois décident de sa fermeture ; l'inspection du travail approuve ; le ministre de l'Industrie (Fabius) aussi. Les salariés occupent alors l'entreprise ; ils multiplient les propositions alternatives, ainsi que les initiatives (voyage en Suède, manifs, colloques, etc.). Durant près de 3 ans, une sorte de « communauté » ouvrière s'installe dans et autour de l'usine.

1985 : les CRS envahissent l'entreprise ; les salariés prennent cela pour un affront et « reprennent » les bâtiments : ils tiennent les lieux une matinée entière.

SKF-Ivry, c'est tout à la fois l'histoire d'une dignité ouvrière, d'une formidable bataille contre la désindustrialisation, celle d'un puissant mouvement de solidarité aussi et celle enfin de la gauche au tournant de la rigueur.

*14 euros, éditions du Petit Pavé, boîte postale 17, 49320, Brissac-Quincé, 0241546021
contact@petitpave.fr



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION:
Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Amado Lebaube,
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA